

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article :

Déposée par MM. Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (Suppléant, Luxembourg)

Article G : Adoption, ratification et entrée en vigueur du Traité constitutionnel

1. Le Traité constitutionnel sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.
 2. Le Traité constitutionnel entrera en vigueur le ..., à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.
 3. ~~Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du Traité constitutionnel, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié le Traité constitutionnel et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.~~
-

Explication éventuelle :

Cette disposition est d'une part superflue car le Conseil européen se saisirait évidemment de la question mais d'autre part elle pourrait même sembler imposer au Conseil européen un délai d'attente de deux ans; or, si après quelques mois déjà un Etat n'a pas réussi à ratifier le traité, il pourrait sembler opportun pour le Conseil européen de se saisir de la question à la première occasion.